



Communiqué CGT IGN sur l'aboutissement de la « négociation » Temps de Travail

Le projet de nouvelle organisation du temps de travail du Directeur Général Sébastien Soriano a été présenté aux votes lors du CSA du mardi 13 juin. En cohérence avec le mandat que nous ont donné les personnels de l'IGN, et avec ce que nous avons porté jusqu'ici soit dans la fausse négociation soit par la mobilisation, nous avons voté contre ce texte qui porte en lui la régression sociale pour les agent-e-s de l'IGN.

Cependant, nous avons, une fois de plus, tenté d'amender les textes, afin que ceux-ci soient au maximum allégés des dispositions contraignantes et d'apporter également des avancées sociales pour les personnels.

Nous avons respecté ce pour quoi nous sommes élus dans les instances, pour représenter les personnels et défendre leurs intérêts ainsi que ceux d'un IGN de service public. Nous reviendrons plus en détail sur les impacts de ces mesures prochainement.

Nous nous sommes retrouvés face à un Directeur Général, Sébastien Soriano, refusant tous nos amendements sans même vouloir les étudier, ni fournir d'explication, renvoyant d'un ton méprisant chacune de nos remarques, décidant même de partir avant la fin de ce CSA au motif qu'il avait sûrement mieux à faire.

Le non-respect des votes par l'administration est le symbole criant de la considération que cette Direction a pour les personnels de l'IGN.

Toutes similitudes avec des méthodes employées par le gouvernement Borne-Macron pour passer en force sur la contre-réforme des retraites n'est pas fortuit, c'est la traduction in-situ de la tendance néolibérale qui s'insinue dans la Fonction Publique par l'emploi du New Public Management, sur laquelle nous reviendrons aussi bientôt.

Mépriser les représentations intermédiaires, réprimer l'expression des gens, développer des arguments d'autorités fallacieux, passer en force... Puis se plaindre du désengagement de la vie publique ou des missions de l'établissement. C'est le pyromane qui déplore l'incendie tout en l'observant de près.

Il y avait pourtant là l'occasion d'être novateur, de répondre réellement aux enjeux du travail, de la mission de service publique et même du changement climatique.

La CGT a défendu les revendications des agents à partir des principes suivants :

- Toute heure de travail réalisée doit être comptabilisée et donc doit pouvoir être récupérée si elle vient en plus du profil horaire ;
- Les personnels doivent pouvoir être libre d'utiliser ce temps sans contrainte ;
- C'est la charge de travail qui doit s'adapter à l'agent-e- et non l'inverse ;
- Si régulièrement la charge de travail est considérée comme intenable, c'est par l'embauche que cela doit être résolu ;
- Le télétravail est un cadre de travail comme les autres, et à ce titre doit être comptabilisé pour éviter les dérives ;
- C'est en développant l'autonomie des personnels qu'on reconnaît aussi leur engagement ;
- La déconnexion du travail est un droit que l'employeur doit garantir à tous les salarié-e-s, et sur lequel il se doit d'y mettre des moyens ;
- La réduction du temps de travail avec un salaire équivalent est possible et souhaitable, tant en matière de bien-être des salarié-e-s qu'en matière de réduction de l'impact carbone du travail.

Or ce qui a été présenté par le Directeur Général Sébastien Soriano va à l'encontre de ces principes, le contraire nous aurait étonné, mais contredit aussi largement l'image « cool » et novateur pourtant portée par la « marque employeur ».

Comment se prétendre champion de l'innovation quand on met en place un temps de travail rétrograde ? Ce n'est malheureusement pas un sujet de philo du bac 2023, c'est notre quotidien d'agent-e-s de l'IGN.

En soi, nous faisons le constat que nous n'avons pas réussi à repousser l'ensemble des mesures de régression sociale porté dans ce projet. Mais pour voir le verre à moitié plein, nous estimons que la position que nous avons tenu et la mobilisation des personnels a de facto empêché des reculs plus graves, tel que la généralisation du forfait jour pour les cadres, la suppression complète des capacités de récupération, entres autres... Nous soulignons que si l'avis des représentants du personnel n'est que consultatif, c'est bien le rapport de force et les mobilisations que les organisations syndicales, et les agents, qui permet d'amener la direction à écouter le personnel.

Le message de la CGT IGN aux personnels est celui-ci : dans un contexte de conditions de travail qui vont s'aggraver du fait de cette organisation du temps de travail, nous ne lâchons rien.

Nous nous tenons à vos côtés pour lutter pour le progrès social et contre l'aliénation au travail.

La meilleure arme contre les projets néfastes de l'administration est un syndicat fort. Syndiquez-vous et impliquez-vous pour renforcer nos capacités d'action.